

La crise générale du capitalisme mondial

Publication du Rassemblement des Cercles Communistes > 2009

LA CRISE

D'UN SYSTEME DEPASSE

QU'IL FAUT RENSER !



*Les mensonges de l'idéologie
bourgeoise*

*De la révolution prolétarienne à la
contre-révolution bourgeoise*

*La face cachée de la crise des
subprimes*

*Se réapproprié l'analyse marxiste-
léniniste de la crise du capitalisme*

*Le capitalisme, c'est la crise, c'est la
guerre...*

Qui va payer la crise ?

*La révolution socialiste est la solution
nécessaire !*

www.rassemblementcommuniste.org

L'AUGE

D'Eugène POTTIER – 1880

*L'ordre bourgeois, c'est l'auge immense
Où des gros porcs sont engraisés.
Tous les fumiers de l'opulence
Sous leurs groins sont entassés.
Ils se gavent du populaire,
Ces déterreurs de capitaux.
Ce n'est pas avec de l'eau claire
Qu'on engraisse les aristos!*

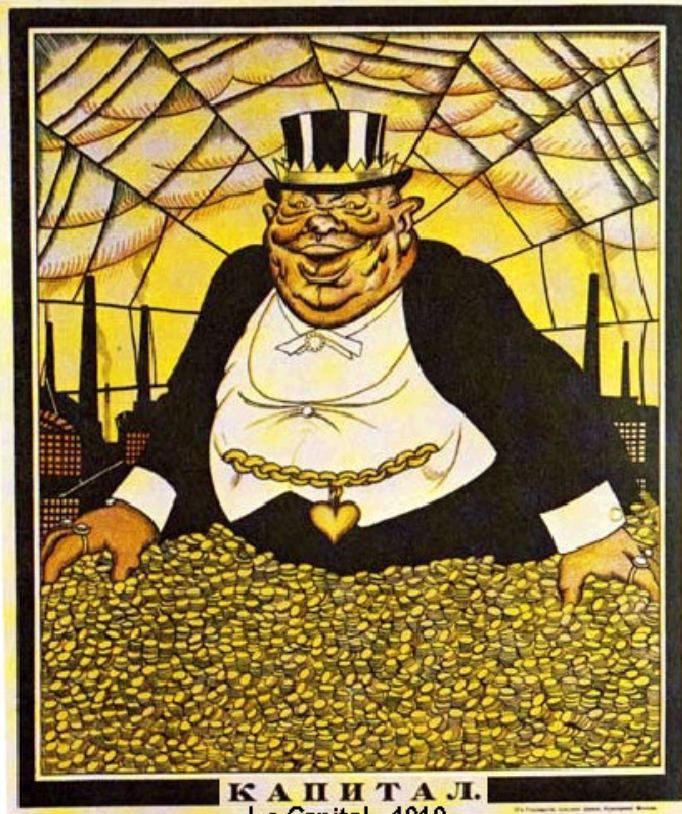
*Ils ont tout pris: les champs, la ville,
L'Etat, la Banque et le Trésor,
Des faux savants la clique vile
Erige un culte au cochon d'or.
Un vin pressuré du salaire,
Les saoule au fond de leurs châteaux...
Ce n'est pas avec de l'eau claire
Qu'on engraisse les aristos!*

*Affamé, squelette qui navre,
Vois-les digérer, triomphants,
La chair qui manque à ton cadavre,
La cervelle de tes enfants!
Quand leur règne affreux se tolère,
Les peuples y laissent leurs os.
Ce n'est pas avec de l'eau claire
Qu'on engraisse les aristos!*

*Dans leur ordure ensoleillée,
Conchiant l'industrie et l'art,
La haute classe entripaillée
Fait des lois et se fait du lard.
Tout se faisande pour leur plaisir,
Il leur faut larbins et châteaux.
Ce n'est pas avec de l'eau claire
Qu'on engraisse les aristos!*

*Abrutis par les folles sommes
Qu'ils volent aux crève-de-faim,
Ces pourceaux ne seront des hommes
Que quand ils gagneront leur pain.
Bientôt leur auge séculaire
Va s'effondrer sous nos marteaux.
Ce n'est pas avec de l'eau claire
Qu'on engraisse les aristos!*

A J.B. Clément, *Communard*



КАПИТАЛ.
Le Capital - 1919

2 AFFICHES SOVIETIQUES DE VIKTOR DENI

Octobre: le chemin de la révolution mondiale - 1931



Hoover était président des Etats-Unis de 1929 à 1933

Introduction

La crise actuelle inquiète à juste titre les travailleurs du monde entier. Une nouvelle fois on leur annonce l'inéluctabilité d'une nouvelle période d'austérité alors même que depuis trois décennies la baisse permanente de leur pouvoir d'achat est leur lot quotidien. On leur a dit hier qu'il fallait accepter les restructurations industrielles (et le chômage qu'elles produisent), le gel des salaires, les privatisations et la baisse des budgets sociaux pour « rester compétitif » et « éviter la crise ». On leur dit aujourd'hui qu'il leur faudra de nouveau serrer une ceinture qui les comprime et les opprime déjà de manière insoutenable. La crise est bien là, plus personne ne peut le nier. Mais de quelle crise s'agit-il ? Crise de quoi ? Quelles en sont les causes ? Quels en sont les mécanismes ? N'est-ce vraiment qu'une crise financière pouvant se régler par l'injection de nouvelles liquidités ? Où est-ce au contraire une crise du système capitaliste lui-même ?

De manière unanime, les représentants politiques des grands partis de droite comme de gauche s'expriment quotidiennement pour limiter la crise à sa dimension financière. Tout aussi quotidiennement, nos médias nous font défiler experts et consultants pour nous convaincre du caractère uniquement financier de la crise. Bien sûr il n'est pas possible de nier entièrement la crise de l'économie réelle que les travailleurs perçoivent concrètement : licenciements, fermetures d'entreprises, chômage partiel, etc. Mais on nous parle « d'effets de la crise financière », de conséquences de celles-ci, « d'extension de la crise spéculative à la sphère réelle », etc. La crise de l'économie réelle n'est abordée qu'en termes d'effets et de conséquences de la crise financière et jamais en termes de causes et de mécanismes

producteurs de cette crise financière.

Les classes dominantes de chacun des Etats impérialistes nous mentent. Elles ont peur que la crise ne révèle aux masses populaires le caractère dépassé du système capitaliste que Marx et Engels ont justement résumé dans la formule suivante : « dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et (...) ceux qui gagnent ne travaillent pas » (*Manifeste du parti communiste*, chapitre II : « Prolétaires et Communistes »). C'est cette logique essentielle du système capitaliste que l'on veut nous cacher en ne parlant que de la crise financière, en se contentant de la décrire sans l'expliquer, en limitant les analyses aux symptômes et en refusant d'aborder les causes réelles de la crise : le capitalisme lui-même. Vouloir réellement comprendre la crise générale actuelle conduit inévitablement au marxisme.

Comprendre la crise générale actuelle, c'est en premier lieu saisir les mythes, les mensonges et les fausses explications qui sont mis en avant. C'est en second lieu inscrire les événements actuels dans leur contexte historique et mondial afin de prendre en compte les intérêts et décisions concrètes qui les ont produits. C'est en troisième lieu se réapproprier l'analyse marxiste-léniniste des crises, qui est la seule à n'avoir rien à cacher puisque se situant du point de vue des travailleurs. C'est enfin tirer les conclusions politiques de la situation actuelle : la nécessité de détruire ce système qui n'est capable de produire que de la misère et des guerres.

LES MENSONGES DE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

L'explication de la crise actuelle est l'objet d'une lutte de classe entre la bourgeoisie et les classes populaires. La bourgeoisie diffuse à longueur d'antenne plusieurs explications ayant comme point commun de présenter la crise comme un « accident ». De cette façon elle veut nous faire croire que le capitalisme n'est pas responsable de la situation actuelle. Les responsables seraient soit quelques « patrons voyous », soit quelques « spéculateurs », etc. Regardons de plus près quelques unes de ces fausses explications...

« La crise est imprévisible et d'origine étrangère »

La première explication mensongère peut se résumer de la manière suivante : « la crise actuelle est d'origine étrangère. Elle nous est tombée dessus à l'improviste. Elle était imprévisible. Elle est entièrement importée des USA ». Ce type d'explication a l'avantage pour la bourgeoisie de chaque Etat impérialiste de masquer sa propre responsabilité. Il permet aussi de diffuser l'idée qu'un capitalisme sans crise est possible. Il suffirait pour cela que les autres pays fassent comme nous, c'est-à-dire gèrent correctement leur économie. Analysons chacun des arguments de cette explication mensongère.

La crise serait imprévisible...

Cet argument n'est pas nouveau. Marx souligne déjà en 1867 cette incapacité du capitalisme à anticiper et à agir sur les processus menant à la crise :

« La meilleure preuve est fournie par exemple par les Reports on Bank Acts, de 1857 à 1858 – où tous les directeurs de banque, négociants, bref, tous les experts cités (...) se félicitaient réciproquement de la prospérité et de la santé des affaires – un mois exactement avant que n'éclatât la crise d'août 1857 ». (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, chapitre 30 : « Capital argent et capital réel »)

De ce constat d'un capitalisme qui n'anticipe pas, il ne faut pas conclure que les crises sont imprévisibles. Tant que les profits sont au rendez vous, chacun des groupes capitalistes continue de prendre des décisions qui, cumulées, conduisent à la crise. Chacun ne prenant en compte que son propre intérêt, il ne peut en général exister en régime capitaliste aucune instance pour prendre en compte la cohérence de l'ensemble de l'économie. La crise est ainsi prévisible mais la soif du profit conduit chacun des capitalistes à poursuivre ses comportements et décisions accélérant l'ampleur de la crise. La rationalité individuelle (la maximisation du profit pour chacun des groupes capitalistes) conduit à une irrationalité au niveau social. Pour éviter les crises, il n'y a qu'une solution : imposer le primat de l'intérêt collectif, de la rationalité sociale, de la complémentarité des décisions économiques. C'est-à-dire imposer **une planification de l'économie qui est le propre de l'économie socialiste.**



La crise serait importée des USA

Cet argument est également ancien. Hier la crise était soit disant importée des pays producteurs de pétrole, des pays en voie de développement, de la Chine, etc., et aujourd'hui des USA. Toutes ces explications confondent description et analyse. Que la crise actuelle se soit déclenchée aux USA, c'est une banalité. Mais cela ne nous permet pas de conclure que les causes sont uniquement étasuniennes. Ce sont des capitaux de l'ensemble de la planète et donc aussi français qui ont participé à la curée vers les profits spéculatifs de l'immobilier étasunien. C'est justement la participation de ces capitaux mondiaux qui explique l'ampleur de la crise et sa propagation à l'ensemble de la planète. L'origine de la crise n'est donc pas géographique mais systémique. L'origine de la crise, c'est le système capitaliste poussant les capitaux du monde entier vers les secteurs économiques et les pays offrant l'espoir d'un profit maximum. **La crise n'est pas celle d'un pays, mais celle d'un système : le système capitaliste.**

La crise ne serait qu'une crise financière

Que la crise actuelle soit apparue dans la sphère financière et de la spéculation qui la caractérise, cela est aussi une banalité que personne ne conteste. Un tel constat ne permet cependant pas de conclure qu'il s'agit uniquement d'une crise financière. Le faire, c'est encore une fois confondre description d'une réalité et analyse de celle-ci. L'enjeu est de taille. Il porte sur les solutions. Si la crise n'est que financière, il suffira d'injecter de nouvelles liquidités et de « moraliser » la finance pour éliminer les causes qui conduisent aux crises. Comme le soulignent Marx et Engels, l'idéologie dominante inverse la réalité, présente les causes d'une réalité comme des conséquences et inversement. Il convient donc de remettre l'explication sur ses pieds : **la crise financière ne fait que révéler la crise de l'économie réelle. La crise financière est la conséquence et la crise de l'économie réelle la cause.** L'injection de nouvelles liquidités et une « meilleure régulation » de la finance peuvent certes reporter la crise à plus tard, mais ne fait pas disparaître les causes qui l'ont produite. Seule une sortie du système capitaliste peut éliminer les causes de la crise.

Le mythe d'une coupure entre capital industriel et capital bancaire

Pour rendre crédible l'inversion des causes et des conséquences, il faut diffuser des mensonges à partir desquels découle tout le reste du raisonnement. Le mythe central diffusé à longueur de médias est celui de l'existence de deux types de capitaux. D'une part, on nous décrit un soi-disant capital industriel caractérisé par l'investissement productif et la recherche d'un profit raisonnable. D'autre part, on nous met en scène un capital financier caractérisé par la folie spéculative. La social-démocratie, dans sa version « parti socialiste » ou dans la forme révisionniste du PCF, ou encore écologiste et trotskiste, est particulièrement friande de ce type d'analyse. Le problème est qu'il y a bien longtemps que le capitalisme ne se caractérise plus par l'existence de deux types de capitaux. Les capitaux bancaires sont depuis bien longtemps investis dans des actions des grands groupes industriels et inversement ces derniers investissent leurs profits dans la finance. La fusion des deux types de capitaux est un résultat du développement du capitalisme et de son passage de sa forme pré-monopoliste à sa forme impérialiste. Lénine a dès 1916 décrit ce passage sous le terme de « capital financier » :

« Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion » (Lénine, L'impérialisme stade suprême du capitalisme, Chapitre III : « Le Capital financier et l'oligarchie financière »)

Il n'y a pas d'un côté un capital industriel et de l'autre un capital financier, mais un seul capital présent dans l'industrie et dans les banques. Le système capitaliste actuel est dominé par de grands groupes simultanément industriels et financiers. Leur caractéristique essentielle est leur financiarisation : leurs décisions économiques sont déterminées par la recherche du profit maximum, c'est-à-dire - dans les trois dernières décennies - par la redistribution du profit des placements financiers et non par la production de plus value dans les secteurs productifs.

La financiarisation est une stratégie poursuivie délibérément, non pas par les banques mais par les monopoles financiarisés. Ces groupes monopolistes financiarisés ne produisent aucune plus value : ils se contentent de toucher une rente de monopole par le biais de placements financiers.

Le capitalisme actuel est donc bien « parasitaire », comme le disait déjà Lénine. Affirmer le contraire, c'est tenter de nous faire croire qu'il serait possible de revenir à une phase pré-monopoliste du capitalisme, à la phase d'avant la fusion des capitaux bancaires et industriels. C'est ce que font les sociaux-démocrates (dans toutes leurs variantes, y compris du PCF) en appelant à une régulation et à l'encadrement des marchés financiers comme solution à la crise. Ils fonctionnent ainsi comme ce vieillard qui prétend pouvoir redevenir jeune en mettant les costumes de son adolescence.

Le mythe d'une crise nouvelle

Pour faire croire que la crise est uniquement financière, il faut également la faire apparaître comme soudaine et inédite. Il faut, pour rendre crédible le mensonge, couper la crise de la spéculation immobilière étasunienne des autres crises qui l'ont précédée et préparée. Il suffit, a contrario, de réinscrire la crise actuelle dans la longue série des crises qui marquent le système capitaliste mondial depuis presque quarante ans pour comprendre que la crise actuelle n'est qu'un moment (ni le premier, ni le dernier) de la crise générale du capitalisme mondial. Citons quelques événements marquants de ces quarante dernières années en matière de crise :

- Dévaluation du dollar dans les années 1971-1973 suivie d'une augmentation des prix du pétrole ;
- Chute des Bourses (1973-1974) ;
- Crise de la dette du Mexique (1982), du Brésil (1983), de l'Argentine (1984) provoquant la faillite d'une grande banque américaine (la *Continental Illinois*) ;
- Effondrement des caisses d'épargne aux Etats-Unis (1989-1991) ;
- Stagnation du Japon à partir de 1989 ;
- Nouvelle récession mondiale avec ses conséquences monétaires en Europe (1991-1993) ;
- Chute du peso mexicain (1994-1995) ;
- Crise asiatique (1997) suivie des crises russe, brésilienne et argentine (1998-2002) et entraînant la faillite du fond LTCM aux USA (1998) ;
- Krach de la « nouvelle économie » (2000) ;
- Crise turque (2002) ;
- Crise dites « des *subprimes* » aujourd'hui déclenchée dans l'immobilier et s'étendant à l'ensemble des secteurs économiques.

Nous n'avons cité ici que les phénomènes de crises les plus importants. Ils suffisent à montrer que les crises se succèdent au cours de ces quarante années.

Cette succession n'est pas une surprise. Les crises successives, qui ne sont que des moments d'une crise générale du système capitaliste, étaient inévitables compte tenu de la fuite en avant vers les placements financiers, alors que la base productive n'augmentait que faiblement. Voici comment Samir Amin évalue ce décalage :

« *Le volume des transactions financières est de l'ordre de deux mille trillions de dollars [un trillion = 1000 milliards] alors que la base productive, le PIB mondial, est de 44 trillions seulement* » (Samir Amin, *Débâcle financière, crise systémique: réponses illusives et réponses nécessaires*).

Et pourtant le scénario de l'explication des classes dominantes est toujours le même : parler d'une crise inédite, sans liens avec les précédentes. En fait, nous sommes en présence d'une seule crise mondiale reportée sans cesse par des mesures qui en repoussent certes les effets à plus tard, mais en renforcent également l'ampleur.

Prenons un exemple dans la dernière période conduisant à la crise actuelle : l'effondrement en mars 2000 du

NASDAQ (la bourse des valeurs technologiques) annonce une récession de grande ampleur. Pour l'éviter, la banque centrale étasunienne laisse chuter les taux d'intérêts (le taux d'intérêt de la *Federal Reserve* est de 1 % de décembre 2002 à mai 2004). Les banques peuvent ainsi emprunter à un taux plus bas et à leur tour prêter aux particuliers à un taux également moindre. Le « remède » proposé n'est pas d'agir sur les causes mais plutôt de continuer la fuite en avant : favoriser l'endettement des ménages en particulier dans l'immobilier.

La faute à la spéculation

Mais limiter la crise à sa seule dimension financière n'est que la première étape du mensonge. Une fois cette idée acquise il est possible de limiter les causes de la dite « crise financière » à une seule des dimensions : la spéculation. C'est la folie spéculative, l'argent fou qui serait la cause des crises financières. Il faut donc réguler le marché financier et les crises disparaîtront.

Soulignons en premier lieu que les secteurs touchés par la crise actuelle sont ceux dans lesquels subsistent encore quelques contrôles des pouvoirs publics: les banques commerciales, les banques d'affaires et les crédits hypothécaires garantis¹.

Les banques d'investissements (celles qui ne font que vendre les titres des autres banques sur le marché financier) ne sont, elles, pas contrôlées du tout. Elles ne sont pas contraintes de vérifier que les titres que leur ont confiés les autres banques pour les vendre sur le marché boursier s'appuient sur des prêts solides et réalistes, c'est-à-dire des prêts fait à des emprunteurs qui pourront rembourser. De même, les agences de notation ne sont pas contrôlées non plus. Ce sont des organismes chargés d'évaluer la valeur d'un titre qui va être vendu. Si le titre est bien noté c'est qu'il est considéré comme solide (bon contrat, emprunteur pouvant rembourser).

La spéculation n'est donc pas à l'origine de la crise, elle n'en est qu'un déclencheur et un amplificateur. Le contrôle public des banques ne sert à rien si on reste sur une politique économique uniquement basée sur l'endettement des ménages et non sur la hausse du pouvoir d'achat de ces ménages.

Les décideurs qui déclarent aujourd'hui vouloir « contrôler la finance » sont les mêmes qui depuis 1986 ont privatisé le système bancaire à tour de bras, c'est-à-dire ont détruit les moyens pouvant éviter la spéculation : privatisation de la Société Générale, du Crédit Lyonnais, de la BNP, des UAP, des AGF, du GAN, du CIC, de la CNP, du Crédit Foncier, etc.

Précisons surtout que la spéculation n'est possible que par les mesures prises par les banques centrales : d'abord la Réserve Fédérale baisse les taux d'intérêt pour encourager l'endettement des ménages, puis les spéculateurs jouent le jeu et développent le crédit par tous les moyens. Plus largement, depuis trois décennies, tous les Etats impérialistes prônent la déréglementation financière. Celle-ci signifie la destruction de tous les freins politiques à la circulation des capitaux et des mouvements financiers. Les capitaux financiers allaient pouvoir se déverser sur le monde, s'installer ou repartir en fonction des opportunités de profit maximum.

Les spéculateurs n'ont fait que mettre en œuvre ce que la déréglementation financière autorise comme un enfant le ferait avec un pot de confiture une fois qu'on l'autorise à le manger : se ruer dessus Si la spéculation amplifie le mouvement d'endettement des ménages, elle ne le crée pas. Si la spéculation amplifie l'ampleur de la crise, elle n'en est pas la cause.

¹ Le **crédit hypothécaire** est un prêt d'argent assorti d'une hypothèque. Dans l'éventualité où l'emprunteur ne peut faire face au remboursement de son crédit, la banque peut revendre le bien mis en hypothèque, même si celui-ci a déjà été revendu à une autre personne. Ces banques reçoivent des dépôts des particuliers qui sont en grande partie garantis par une assurance du gouvernement. En contrepartie, elles font l'objet de surveillance par des agences publiques gouvernementales. C'est d'ailleurs en partie pour échapper à ce contrôle qu'elles ont confié à des banques d'investissement leurs titres pour les vendre sur le marché financier (la fameuse 'titrisation').

La crise actuelle n'est ni inédite ni imprévisible. Elle est un des effets des « faux remèdes » apportés à la succession de crises que connaît l'économie capitaliste depuis près de quarante ans. Ce n'est pas la crise financière qui produit la crise industrielle, mais au contraire la crise de l'économie réelle qui engendre une crise financière. De la même façon, ce n'est pas la spéculation qui suscite une crise financière, mais au contraire l'encouragement du crédit comme réponse à la crise de l'économie réelle qui rend possible la spéculation. Pour comprendre la crise actuelle, il faut regarder ailleurs. Comme le soulignait déjà Marx, c'est dans la sphère de la production et de la répartition des richesses que se trouvent les causes réelles de toutes les crises du capitalisme.

Les détenteurs de capitaux sont dans une contradiction insoluble : en tant qu'employeurs, ils ont intérêt à maximiser la plus value, c'est-à-dire le travail non payé, à réduire les salaires des travailleurs, alors qu'en tant que vendeurs de marchandises, ils sont confrontés à un pouvoir d'achat insuffisant des salariés du fait du facteur précédent. Il y a en même temps surproduction (des marchandises qui ne se vendent pas) et sous-consommation (des besoins vitaux qui ne sont pas satisfaits). La richesse s'accumule ainsi à un pôle de la société alors que la pauvreté s'accumule à un autre pôle. La crise est donc inévitable. Les crises n'ont pas cessé depuis le début du capitalisme avec toujours les mêmes causes et les mêmes effets.

Mais, nous dira-t-on, nous ne sommes plus à l'époque de Marx. Regardons donc ce qui a bougé et ce qui ne change pas depuis l'époque où Marx et Engels ont élaboré leur analyse.



« Je demande un travail et non la charité, qui peut m'aider à trouver un emploi ».

Soupe populaire pour les chômeurs de Chicago dans les années 30...



DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE A LA CONTRE REVOLUTION BOURGEOISE

La Révolution d'octobre et la création de l'URSS, la victoire contre le nazisme et la création du camp socialiste, les luttes de libération nationale et les combats du mouvement des non alignés et enfin les luttes de classes menées par des partis communistes puissants dans les grands pays industrialisés, ont contraint le système capitaliste mondial à « réfréner » sa logique destructrice. L'inversion plus récente du rapport de force à l'échelle mondiale, appelée pudiquement « mondialisation », permet au capitalisme de revenir à sa logique pure.

La grande révolution socialiste d'Octobre

La révolution d'octobre 1917 éclate alors que le capitalisme atteint un nouveau stade de développement, son stade ultime : l'impérialisme. Une des caractéristiques de ce stade est la fin du partage du monde entre grandes puissances. **Les différents Etats impérialistes sont désormais confrontés à un problème permanent de débouchés pour leurs marchandises et pour leurs capitaux.** Le passage du capitalisme à l'impérialisme est donc aussi celui de la naissance d'un nouveau type de crise, permanente et non plus cyclique : la crise générale du capitalisme. La crise générale ne supprime pas les crises de surproduction mais au contraire ces dernières éclatent alors que le capitalisme est en permanence plongé dans cette crise.

En soustrayant un marché immense au système impérialiste mondial, la révolution d'Octobre ne pouvait qu'approfondir la crise générale du capitalisme.

La révolution de 1917 a des effets qui dépassent de loin le seul empire russe. Sa portée internationale est immense :

- ▶ Pour la première fois le prolétariat est durablement au pouvoir dans un Etat et développe une économie qui n'est pas basée sur la recherche du profit ;
- ▶ La défaite de l'impérialisme en Russie suscite une nouvelle phase dans les luttes de libération nationale c'est-à-dire sur les arrières du système impérialiste mondial ;
- ▶ Les deux faits précédents encouragent un développement et une radicalisation des luttes de classes dans les grands pays impérialistes.

Pour la première fois depuis sa naissance le capitalisme était confronté à un « ébranlement de ses fondements ». C'est cet ébranlement des fondements que le mouvement communiste international appelait la « crise générale du capitalisme ».

« Cela signifie avant tout que la guerre impérialiste et ses conséquences ont accentué la putréfaction du capitalisme et compromis son équilibre ; que nous vivons à présent dans une époque de guerres et de révolutions ; que le capitalisme ne constitue plus l'unique et universel système d'économie mondiale ; qu'à côté de ce système



d'économie capitaliste, existe le système socialiste, qui grandit, qui prospère, qui se dresse face au système capitaliste et qui, par le fait même de son existence démontre la pourriture du capitalisme dont il ébranle les fondements » (Joseph Staline, *Rapport politique du comité central au XVIème Congrès du Parti Communiste (bolchevik) de l'URSS*, 1930).

Une première conséquence de la victoire de la révolution d'Octobre est le développement de l'offensive ouvrière dans l'ensemble des grands pays impérialistes. La classe ouvrière de ces pays dispose désormais de partis communistes qui dirigent sa lutte. Dans de nombreux pays, la bourgeoisie est contrainte à des concessions économiques et la classe ouvrière arrache des acquis essentiels, comme en 1936 en France.

Une autre conséquence fondamentale de la Révolution d'Octobre se trouve dans ses effets sur les luttes de libération nationale. En effet, la crise générale du capitalisme accroît le rôle des colonies comme source de profit maximum pour les monopoles impérialistes. L'aiguinement des luttes de classes dans les pays impérialistes, encouragé par la victoire ouvrière en Russie et la disparition des débouchés de l'ancien empire tsariste, aboutit à une augmentation de l'exploitation des peuples des pays colonisés et dépendants. Il en découle un développement des luttes de libération nationale. La victoire contre le nazisme en 1945, dont l'URSS a été le principal artisan, ainsi que la création d'un camp socialiste, la font entrer dans une seconde phase, et apportent de nouvelles modifications dans le cycle économique capitaliste :

- ▶ La crise des débouchés est telle qu'elle pousse les Etats impérialistes à une militarisation de l'économie afin de maintenir le profit des monopoles : la part des budgets d'Etat consacrée à l'armement grandit, le déficit de la dette publique également, le pouvoir d'achat du papier monnaie diminue (c'est-à-dire que l'inflation explose). Ces facteurs retardent temporairement l'éclatement des crises (par l'endettement des Etats) mais ne suppriment pas leurs causes;

- ▶ Cependant, **l'ampleur des destructions de la seconde guerre mondiale** et les progrès scientifiques et techniques entraînent une croissance que les économistes bourgeois ont appelée les « trente glorieuses ». Dans le cadre de celle-ci, la force du mouvement ouvrier et la force d'attraction du camp socialiste contraignent les classes dominantes à un certain partage des « fruits de la croissance ». Cette période de stabilisation relative du capitalisme a été présentée comme la preuve de la viabilité du capitalisme puisque les conditions des travailleurs étaient dans une tendance à l'amélioration. Il s'agissait en fait d'une période de prospérité passagère qui ne réglait rien des causes profondes des crises, comme en témoignent les nombreuses récessions pendant ces « trente glorieuses ».

La contre révolution mondialisée et ses effets économiques

L'offensive antisoviétique à l'extérieur et la trahison révisionniste à l'intérieur conduisirent à la défaite du camp socialiste, dont les effets destructeurs pour les travailleurs et les peuples ne font que commencer. Le rapport de force mondial entre les classes sociales était inversé. La re-mondialisation capitaliste pouvait triompher. Le capitalisme pouvait reprendre sa logique pure entravée pendant près d'un siècle par la Révolution d'Octobre et ses effets. La mondialisation n'est ainsi rien d'autre qu'une contre-révolution bourgeoise à l'échelle planétaire. Elle a une date de naissance : la défaite du camp socialiste dans les années 89-91. Elle a ses accoucheurs : Ronald Reagan aux USA et Margareth Thatcher en Angleterre. Elle a un programme libéral qui se décline partout sur la planète : privatisation, déréglementation, compression budgétaire, tarification des services publics, rentabilisation de ces services, fiscalité favorable à l'investissement privé, fluidité de la force de travail, c'est-à-dire précarisation de celle-ci (CDD, intérim, sous-traitance, délocalisation et délocalisation sur place avec les sans-papiers, etc.). C'est cette re-mondialisation capitaliste qui explique la crise actuelle.

Mais la mondialisation est aussi sous direction d'un impérialisme dominant : les USA. La baisse du taux de profit industriel moyen, qui touche d'abord les USA puis ses concurrents, va conduire les USA à supprimer la conversion du dollar en or : ils dénoncent les accords de *Bretton Woods* en 1971. Concrètement, les USA continuent d'émettre des dollars alors même qu'ils cessent d'accumuler les réserves d'or correspondantes. Les dollars émis ne sont ainsi que du capital fictif, un endettement des USA.

La conséquence la plus importante de l'abandon de la convertibilité en or du dollar a été sa dévaluation féroce² et une inflation sans précédent (la hausse du prix des importations tend à faire augmenter à court terme le prix des biens et services): l'impérialisme dominant se décharge de sa crise sur le reste de la planète en s'endettant.

Avec la fin de la convertibilité, les USA peuvent faire marcher leur planche à billet autant qu'ils le veulent. A chaque fois qu'ils dévaluent le billet vert cela revient en fait au non paiement d'une partie de leur dette au reste de la planète parce que les dollars dévalués ont une valeur inférieure aux « anciens » dollars qu'ils ont empruntés en s'endettant. Pour les investisseurs étrangers, cela représente des pertes se chiffrant en milliards de dollars. Comme le souligne l'économiste Galbraith qui est loin d'être un révolutionnaire : « [les États-Unis se procurent] *des produits et services réels, le fruit du dur labeur de gens beaucoup plus pauvres* [que les consommateurs américains], *contre la remise de chits (argent volant) qui ne leur demandent aucun effort* » (cité dans Asad Ismi "U.S. can't keep relying on other countries to pay for its imperial excesses" The CCPA Monitor, mai 2005, Ottawa.)

Les USA ne peuvent survivre qu'en disposant de la plus grande armée permettant de déclencher des guerres à chaque fois que la supercherie risque d'être démasquée. Voici ce que déclare avec cynisme le sénateur républicain Ron Paul le 15 février 2006 : « Lorsqu'un pays avec une armée puissante et d'énormes réserves d'or commence à se dédier à la construction d'empires d'argent facile, avec lesquels il maintient son propre bien-être, c'est le signe inévitable de son propre déclin... Aujourd'hui, le principe tient toujours. C'est le processus qui diffère. L'or n'est plus la monnaie choisie par le «royaume». À sa place, nous avons le papier. Aujourd'hui, la loi est «celui qui imprime le papier fait la loi», du moins pour le moment. Alors que l'or n'est plus utilisé, le mécanisme reste le même: entraîner et obliger les pays étrangers, par notre supériorité militaire et le contrôle sur l'impression de l'argent, à produire et donc à financer notre propre pays »

Le premier effet massif de la re-mondialisation a été l'organisation de la concurrence sur le coût du travail partout sur la planète. Le résultat est désormais palpable : un transfert massif des revenus du travail vers les revenus du capital depuis plus de deux décennies. Cette hausse de l'exploitation s'est effectuée par le blocage des salaires, l'intensification des cadences, la hausse de la durée du travail, la baisse du salaire indirect (du fait de la baisse des budgets sociaux), etc. Ce n'est ainsi pas un hasard si les plans d'ajustement structurel du FMI, qui ont poussé les pays du Tiers Monde dans le sous-développement et la misère, ressemblent comme deux gouttes d'eau aux grands indicateurs macro-économiques imposés par la construction de l'Europe impérialiste. Ils ont les mêmes objectifs (organiser le transfert des revenus du travail vers ceux du capital) et donc les mêmes effets.

En 25 ans, la part des salaires (salaires et cotisations sociales) a chuté de 11 % dans le PIB en France. Les salariés au SMIC étaient 8 % en 1982, ils sont aujourd'hui 17 %. Cette chute de 11 % du PIB, c'est l'équivalent de 200 milliards d'euros par an qui rémunèrent désormais le capital plutôt que les salariés. A titre comparatif, les mesures de « redistribution » lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 représentaient une hausse de la part des salaires dans le PIB de ... 0.3 % ! (L'ensemble des mesures du plan Mauroy représente 2 % du PIB. En enlevant la part des allègements de charges aux entreprises et autres aides diverses, il reste seulement 0.3 % pour la part salariale).

² Une dévaluation consiste à modifier à la baisse la parité officielle d'une monnaie par rapport à une autre monnaie de référence. Une dévaluation provoque d'une part une hausse du prix des importations et donc à terme une baisse de celles-ci et d'autre part une baisse du prix des exportations et donc à terme une hausse de celles-ci.

Le second effet massif de la mondialisation est la stagnation et même le recul du taux d'accumulation³ malgré l'énorme transfert des revenus du travail vers les revenus du capital. Autrement dit, cette masse énorme de revenus transférés vers le capital n'a pas servi à l'investissement. Cette masse de profit non investi circule à la recherche d'une rentabilité maximale et pousse ainsi à la spéculation. Des capitaux gigantesques circulent sans entrave et entrent en concurrence aboutissant à une élévation de la norme de rentabilité, puisqu'aujourd'hui c'est au moins 15 % qu'exige le capital. Il en découle une raréfaction des lieux d'investissements jugés rentables et donc à la reproduction d'une stagnation de l'investissement.

« Les profits records des grandes entreprises ne nourrissent plus l'investissement. Dans de nombreux pays, les profits des entreprises sont à leur plus haut niveau depuis des décennies, indique la Banque de France dans son bulletin du mois d'août 2006. Mais à quoi servent les bénéfices ? Le ratio investissement sur PIB est à son plus bas niveau depuis des décennies dans l'ensemble des pays du G 7 » (La Tribune du 12 septembre 2006)

Est-ce à dire que nous produisons moins que par le passé ?

La réponse est bien entendu négative. Les progrès de productivité n'ont jamais été aussi importants. Il a fallu 140 ans (de 1820 à 1960) pour que la productivité soit multipliée par deux alors qu'elle a été multipliée par 5 entre 1960 et aujourd'hui. En un quart de siècle l'économie française produit 70 % de plus avec 10 % de travail en moins. Le bilan est clair :

Le capital s'est accaparé l'essentiel des gains de productivité tout en développant la pauvreté pour tous et l'exploitation pour ceux qui ont encore un emploi.

Cette logique socialement irrationnelle, conduisant à baisser les revenus des acheteurs potentiels des marchandises produites, ne peut fonctionner qu'en maintenant artificiellement la consommation des ménages et de la collectivité. C'est le rôle que joue la finance par la distribution d'un crédit facile mais de plus en plus coûteux et de plus en plus risqué. L'endettement public et l'endettement des ménages permettent ainsi pour un temps de masquer le transfert des revenus du travail vers ceux du capital, c'est-à-dire la baisse du pouvoir d'achat. Voyons deux exemples précis pour la période allant de 1980 à aujourd'hui :

- ▶ Celui des USA où l'on constate que la part des salaires dans le Produit Intérieur Brut reste constante mais que, dans la même période, la part de la consommation des ménages augmente beaucoup plus vite que le PIB ; Ainsi par exemple de 1998 à 2008 la hausse du PIB annuel a été de 2.7 % et la hausse de la consommation des ménages de 3.4 %. Les salaires n'augmentent pas mais la consommation augmente : c'est une croissance fictive par endettement.

- ▶ Celui de l'Europe où l'on constate que la part salariale recule alors que la part de la consommation reste constante.

Dans les deux cas de figure l'écart se creuse depuis près de trois décennies entre part des salaires et part de la consommation. C'est donc par l'endettement que le système tient.

« Sans la hausse de la dette des ménages, la croissance de la zone euro serait nulle depuis 2002 » (Patrick Artus et Marie-Paule Virard, Le capitalisme est en train de s'autodétruire, La découverte, Paris, 2005)

³ Le taux d'accumulation est le taux de croissance du stock net de capital fixe c'est-à-dire pour simplifier l'investissement. On le mesure dans la comptabilité nationale par l'indicateur « Formation brute de capital fixe » (FBCF) qui mesure la somme des investissements réalisés pendant une année sur le territoire français.

La finance et la spéculation qui la caractérise ne sont pas des accidents mais le résultat inévitable du transfert massif des revenus du travail vers les revenus du capital.

L'endettement des ménages ne peut que faire reculer en l'amplifiant l'échéance de la crise. Il est issu du décalage croissant entre, d'une part, les possibilités de production des biens et services que permettent les technologies contemporaines et, d'autre part, les capacités à consommer des travailleurs qui ne cessent de diminuer depuis trois décennies. C'est déjà ce que disait Engels au début du système capitaliste :

« Dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation privée capitaliste éclate avec violence. La circulation des marchandises est momentanément détruite ; le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation ; toutes les lois de la production et de la circulation marchande se renversent en leur contraire. La collision économique atteint son paroxysme : le mode de production se rebelle contre le mode d'échange ; les forces productives s'insurgent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes » (F. Engels, Monsieur Dühring bouleverse la science, chapitre « Socialisme II »).

La sous-estimation de la portée internationale de la Révolution d'Octobre a, par le passé, conduit au développement des dérives opportunistes de droite considérant que le capitalisme contemporain s'était débarrassé des contradictions insolubles que Marx avait mises en évidence. En soustrayant un pays capitaliste puissant au marché capitaliste, en impulsant les luttes de classes dans les pays impérialistes et en suscitant un développement des luttes de libération nationale, la Révolution d'Octobre et l'édification du socialisme en URSS avaient contraint l'ordre impérialiste à des concessions importantes dont ont bénéficié les travailleurs et les peuples du monde pendant plusieurs décennies.

De même aujourd'hui, il y a une sous-estimation de l'ampleur et de la portée de la contre-révolution bourgeoise. La destruction du camp socialiste rend inutile ces concessions pour les impérialistes. La mondialisation n'est ainsi que la contre-révolution mondialisée et le retour en force du capitalisme libéré de la bride qu'était le socialisme réel. Elle est le point de départ d'un transfert massif des revenus du travail vers les revenus du capital. Cette masse de plus value supplémentaire n'est pas réinvestie dans la sphère productive. Le développement du crédit lui donne alors des occasions de spéculation visant à maximiser leur profit.

La contre-révolution mondialisée n'est en fait qu'une redistribution massive des revenus en direction du capital, c'est-à-dire une paupérisation absolue des masses populaires mondiales. Elle conduit les capitaux à la recherche du profit maximum à ne plus se satisfaire du taux de profit moyen qui ne cesse de baisser. Pour permettre cette circulation sans frein du capital, il fallait déréguler tout azimut, c'est-à-dire remettre en cause la souveraineté nationale de chacune des nations : c'est ce qu'ont fait le FMI, la Banque mondiale, la construction européenne, l'ALENA (Accord de Libre-Échange Nord-Américain) et chaque grande puissance impérialiste en privatisant les systèmes bancaires. Le développement du crédit, c'est-à-dire de l'endettement des ménages et des Etats, peut reporter l'échéance de cet éclatement de la contradiction, mais tôt ou tard la crise éclate : elle est le signe d'une surproduction généralisée au regard des capacités de consommation en baisse.

« Mais enfin, les subprimes sont bien à l'origine de la crise quand même ? On ne peut tout de même pas ne pas tenir compte de ce qu'ont fait les requins spéculateurs aux USA ? On ne peut pas nier que la crise est quand même financière ? ». Regardons cela de plus près...

LA CRISE DES SUBPRIMES : LA PARTIE EMERGEE DE L'ICEBERG



Si la cause de la crise actuelle n'est pas financière, son déclencheur se trouve bien dans la sphère financière. L'endettement privé et public a été massivement utilisé pour compenser la baisse du pouvoir d'achat des salariés depuis près de trois décennies. Si l'on retranche la part de la croissance due à l'endettement de ces dernières années, alors la réalité du système se dévoile : une croissance négative depuis plusieurs années. Les subprimes ne sont que la partie émergée de l'iceberg de l'endettement qui annonce des crises d'une ampleur sans précédent.

Le rôle du crédit et le spectre de 1929

Il n'est pas inutile de rappeler ce qu'Engels disait à propos du crédit, à l'heure où les classes dominantes nous proposent comme réponse à la crise, son extension : « *La forme sous laquelle la surproduction se cache, c'est toujours plus ou moins l'extension du crédit* » (Lettre d'Engels à Marx du 11 décembre 1857).

Les déclarations officielles se multiplient pour nous faire comprendre que la crise actuelle n'aurait rien à voir avec celle de 1929. Pourtant le problème des crédits hypothécaires a été un des aspects essentiels de la crise de 1929 et une des dimensions clefs du *New Deal*. Il n'est pas inutile de rappeler quelques faits historiques.

Les médias nous ont habitués à de nouveaux noms, qui nous étaient inconnus auparavant. Ils ont ainsi découvert la chute des actions de deux géants de l'immobilier étasunien : *Fannie Mae* et *Freddie Mac*. A eux deux ces mastodontes de la finance représentent 45 % des prêts immobiliers aux USA. On comprend alors la panique qui s'empare de la classe dominante lorsque, dans la semaine du 7 au 12 juillet 2008, la cotation boursière de ces deux géants baisse respectivement de 47 % (*Fannie Mae*) et de 45 % (*Freddie Mac*). Avec une telle place monopolistique sur le marché de l'immobilier, toute faillite d'un de ces deux géants a des conséquences dramatiques pour l'économie américaine et pour le dollar d'une part, pour l'ensemble de l'économie mondiale d'autre part. Pour

saisir la panique qui s'est emparée de la classe dominante, il faut savoir que la « dette » émise par ces deux monopoles financiers - c'est-à-dire, pour simplifier, leurs emprunts sur le marché financier pour garantir leurs prêts immobiliers - est considérée comme aussi sûre que les emprunts d'Etat. L'ampleur de la catastrophe possible peut se mesurer au plan de sauvetage mis en œuvre par le trésor étasunien dont les deux ingrédients clefs sont la hausse du crédit au profit de ces deux géants financiers et un plan de rachat de leurs actions.

Chacun de ces deux mastodontes financiers a un lien historique avec la crise de 1929. *Fannie Mae* est un enfant du New Deal et *Freddie Mac* un rejeton des prémises de la mondialisation, c'est-à-dire du culte de la libéralisation économique sans limite, autrement dit l'inverse du *New Deal*. C'est en effet l'administration Roosevelt qui fonde la *Fédéral National Mortgage Association* (FNMA) appelée couramment *Fannie Mae*, pour réinjecter des liquidités dans le secteur du crédit hypothécaire. L'Etat garantit donc les opérations de *Fannie Mae*.

En 1968, *Fannie Mae* est privatisée mais garde une garantie implicite de l'Etat. En 1970, le Congrès américain crée une nouvelle entreprise pour répondre aux critiques libérales lui reprochant d'avoir accordé une position monopolistique à *Fannie Mae* : *Fédéral National Mortgage Corporation* couramment appelée «*Freddie Mac*». Le statut juridique de ces deux géants est significatif : des entreprises privées remplissant des missions de service public.

A partir de 1938, le rôle de *Fannie Mae* consiste à racheter les crédits hypothécaires aux banques US. Cependant, *Fannie Mae* pose des normes de souscription strictes visant à limiter les crédits à risque. Pour cela, *Fannie Mae* émet des emprunts à long terme et à taux réduit garantis par l'Etat. **La privatisation et la création d'un autre mastodonte vont amener un changement de logique financière. Désormais, ils fonctionnent comme de simples entreprises privées. Ils ne s'appuient plus sur des emprunts à long terme et à faible taux pour garantir leurs opérations mais au contraire sur un appel au marché.**

La partie émergée de l'iceberg : La titrisation, les subprimes et l'emballage du crédit

La titrisation est la technique consistant à réunir des crédits hypothécaires en lots pouvant être vendus sur le marché. Les crédits hypothécaires sont ainsi transformés en titres d'où le mot de **titrisation**. Le paiement des traites est effectué au détenteur des titres. *Fannie Mae* et *Freddie Mac* garantissaient les prêts (c'est-à-dire gardaient le risque du crédit). L'avantage pour eux était de régler par cette technique le problème du besoin de liquidité. Ce système complexe ne peut fonctionner qu'à une condition : **que les titres émis soient adossés à des emprunts dont on peut espérer qu'ils seront remboursés.**

Globalement les deux mastodontes de la finance immobilière ont respecté cette condition de limitation des risques et de limitation de leur appel au marché. Ainsi les titres émis passent de 1722 milliards de dollars à 1296 milliards de 2003 à 2004. Soulignons d'ailleurs que cette prudence des deux géants financiers est en grande partie issue des contrôles du gouvernement américain.

Mais, dérégulation oblige, ce relatif retrait allait attirer vers le secteur du crédit hypothécaire des « sociétés de crédit à risque » beaucoup moins regardantes. L'objectif de ces sociétés était d'attirer les fonds spéculatifs à la recherche du profit maximum. Cela était d'autant plus rendu possible que la bulle informatique était à cette période en train d'éclater (la baisse du profit dans le secteur de l'informatique rendaient disponible des masses de capitaux en recherche d'un nouveau secteur susceptible d'offrir un profit maximum). Ces nouveaux acteurs sur le marché de l'immobilier vont prêter à des ménages de moins en moins solvables à des taux d'intérêts variables. C'est ce que l'on appelle **les crédits subprimes**.

Le terme *subprime* veut dire « surprime » : ce sont des prêts à taux variables qui ont des taux bas au début mais qui peuvent atteindre 18 % au bout 3 ans. En fait le taux d'intérêt de ces prêts dépend de la valeur du bien immobilier.

En 2003 les deux organismes parapublics étaient à l'origine de 76 % de l'émission des titres adossés à des crédits hypothécaires ; en juin 2006 la part des organismes parapublics n'était plus que de 43 %.

Plus la maison a de la valeur, plus le taux est bas mais quand la maison perd de la valeur le taux d'intérêt grimpe.

Le raisonnement de ces acteurs financiers était le suivant : les prix de l'immobilier n'ont jamais baissé depuis 1945 ; les insolvabilités des clients seront remboursés par la récupération et la vente des maisons avec de surcroît l'espoir d'une plus value à la vente, les prix de l'immobilier étant censés continuer leur hausse. Ce fut la curée.

Mais le capitalisme se trouve alors devant une contradiction insurmontable : les taux d'intérêt bas dans un contexte de dévaluation du dollar entraînent une inflation importante.⁴

La Réserve fédérale étasunienne (banque centrale) est contrainte de relever ses taux d'intérêt pour limiter l'inflation.

Le reste du scénario est connu : la hausse du taux d'intérêt décidée par la Réserve fédérale, conjuguée avec la variabilité des taux d'intérêt, va avoir un double effet :

- De plus en plus de ménages ayant utilisé les *subprimes* deviennent insolubles et ne peuvent plus rembourser leurs traites,
- La hausse des taux d'intérêt diminue la demande de logement et font ainsi baisser les prix : les agences de crédit ne peuvent plus se rembourser par la vente des logements des clients insolubles.

La crise des sociétés de crédit à risque va ensuite s'étendre aux deux mastodontes financiers qui avaient pourtant adopté une politique prudente en matière de *subprimes* :

- Parce que ces deux géants sont légalement limités à l'immobilier et que la chute des prix du logement fait baisser la valeur de l'ensemble de leurs actifs ;
- Parce que la crise des *subprimes* rend les investisseurs prudents pour l'ensemble de la titrisation.

Rappelons ce que disait Nicolas Sarkozy en 2006 : « Je veux développer le crédit hypothécaire en France. C'est ce qui a permis de soutenir la croissance économique aux Etats-Unis » (Les Echos du 9 novembre 2006)

Nous avons bien à faire à un système dans lequel les changements dans un secteur suscitent des changements dans les autres : c'est la peur d'une récession de grande ampleur lors de l'effondrement du NASDAQ⁵ en 2000 qui amène la banque centrale des USA à laisser les taux d'intérêt au plus bas afin de favoriser l'immobilier ; c'est la baisse des opportunités de profit maximum dans l'informatique qui rend disponible une masse de capitaux spéculatifs en recherche du profit maximum ; c'est la volonté de capter ces capitaux qui incite les sociétés de crédit à risque à

⁴ L'**inflation** est la hausse du niveau général des prix, entraînant une baisse durable du pouvoir d'achat de la monnaie. Elle est généralement évaluée au moyen de l'Indice des prix à la consommation. Lorsque les taux d'intérêt baissent, les citoyens et les entreprises vont emprunter davantage ce qui provoque une hausse de la demande des biens et services et donc une tendance à accélérer l'inflation. A l'inverse, lorsque les taux augmentent les emprunts baissent et donc la demande également, entraînant de ce fait une baisse du taux d'inflation.

⁵ Le NASDAQ est le deuxième gros marché, en volume traité, d'actions des Etats. Les sociétés cotées au NASDAQ sont souvent liées au monde de l'Internet ou de l'informatique.

faire exploser les *subprimes* ; la crise des *subprimes* à son tour entraîne une chute des valeurs de l'immobilier qui fait entrer dans le cycle infernal de la crise les deux géants de l'immobilier ayant pourtant adopté une politique plus prudente en matière de crédit ; les capitaux spéculatifs à la recherche du profit maximum se dirigeront désormais vers un autre secteur en attendant de produire une nouvelle crise.

Les *subprimes* ne sont pas une réalité uniquement américaine. Leur niveau de développement est un résultat historique correspondant à l'ancienneté de l'entrée dans le processus de déréglementation et de mondialisation. Si certains pays sont plus touchés que d'autres, c'est qu'ils ont été plus loin dans ces processus. Dans un pays comme la France, l'ampleur des acquis sociaux obtenus par les luttes sociales de nos anciens fait que nous ne sommes pas les plus touchés. Cependant les politiques menés depuis trois décennies nous conduisent tout droit à la même catastrophe.

La partie immergée : le surendettement et l'appauvrissement des ménages

Les processus que nous venons de rappeler pour l'immobilier sont loin de se limiter à ce secteur. **C'est en fait l'ensemble de l'économie qui depuis trois décennies fonctionne sur la base de l'endettement des ménages.**

Ce qui s'est passé pour les prêts immobiliers n'est qu'une petite partie d'une logique plus large appelée : les « papiers commerciaux adossés à des actifs ». Le mécanisme est le même mais s'étend à d'autres créances : créance sur les cartes de crédit ; prêts bail automobile (encore appelé 'crédit bail' ou 'leasing', c'est un crédit permettant l'acquisition d'une voiture en échange d'un loyer mensuel et avec une option d'un droit d'achat à l'échéance); prêt à la consommation garanti, etc. Parmi ces derniers, indiquons simplement que les crédits à la consommation du type « *alt a mortgages* » (crédit permettant des premières échéances ne couvrant même pas les intérêts pour augmenter ensuite de manière exponentielle) ont atteint 1000 milliards de dollars en 2008 alors que les *subprimes* étaient elles de 855 milliards de dollars.

Pour saisir l'ampleur de la base de l'iceberg rappelons que la dette privée (dette des ménages et des entreprises) représente 76 % de l'endettement et que les *subprimes* n'en représentent que 4 %.

Entre 1981 et 2002, la consommation des ménages aux USA passe de 62 % à 70 % du PIB. Elle avoisine les 10 000 milliards de dollars alors que le PIB cumulé (dont la consommation n'est qu'une partie) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine ne s'élève qu'à 7000 milliards de dollars. L'endettement des ménages étasuniens équivaut à 100 % du PIB en 2007. Il était de 50 % en 1981. Lors de la crise de 1929 il était de 40 %. Le cumul de la dette privée et publique étasuniennes s'élève à 50 000 milliards de dollars, soit 350 % du PIB. Elle était de 140 % en 1929.

La crise est bien une crise de surproduction causée par une disproportion croissante entre les possibilités de production des biens et services et les capacités à consommer en réduction permanente depuis trois décennies. Le développement à la fois du crédit et des marchés financiers n'a fait que reporter la crise. Le crédit permet de consommer alors qu'on n'a pas l'argent nécessaire et les titres émis sur le marché financier donnent une garantie aux prêteurs. Crédit et spéculation vont de pair. Cela fonctionne jusqu'au jour où ceux qui détiennent les créances craignent de ne pas pouvoir être remboursé et qu'ils exigent les paiements : c'est la crise...

La crise de l'immobilier n'est que la partie visible de l'iceberg, la partie visible de la crise d'un système économique irrationnel appauvrissant ceux qui ont besoin de consommer et les endettant ensuite pour les pousser à consommer. La spéculation existe réellement mais ne peut se déployer que parce qu'existe cette base du système résumée par Marx dans l'excellente formule : ceux qui travaillent ne gagnent pas et ceux qui gagnent ne travaillent pas. A chaque nouvelle crise les capitaux en recherche du profit maximum se mettent en quête de nouveaux secteurs lucratifs préparant ainsi les crises futures que l'on nous présentera comme imprévisibles. Plus que jamais les analyses de Marx et Engels sur le capitalisme et celles de Lénine et Staline sur l'impérialisme sont d'actualité. Rappelons-en rapidement les grandes lignes.



« Qui peut m'aider à trouver un travail ? je ne fais pas la charité » - 1929, USA



SE REAPPROPRIER L'ANALYSE MARXISTE-LENINISTE DE LA CRISE DU CAPITALISME

Il était nécessaire de décrire la crise de l'immobilier aux USA en présentant rapidement ses mécanismes financiers. Ce qui en ressort nettement, c'est que la cause de la crise n'est pas la spéculation mais l'endettement des ménages, n'est pas l'action de quelques voyous de la finance mais les capacités insuffisantes de consommation des salariés face à une production en développement. Ce n'est rien d'autre qu'une crise de surproduction telle que l'ont analysés Marx et Engels au début du capitalisme. Quand à la spéculation elle-même, elle apparaît comme le résultat de capitaux spéculatifs ne se contentant plus du profit moyen mais recherchant un « profit maximum ». Ce n'est rien d'autre qu'une crise de surproduction au stade de l'impérialisme telle que l'ont analysés Lénine, Staline et la 3ème Internationale.

La crise de surproduction est inévitable

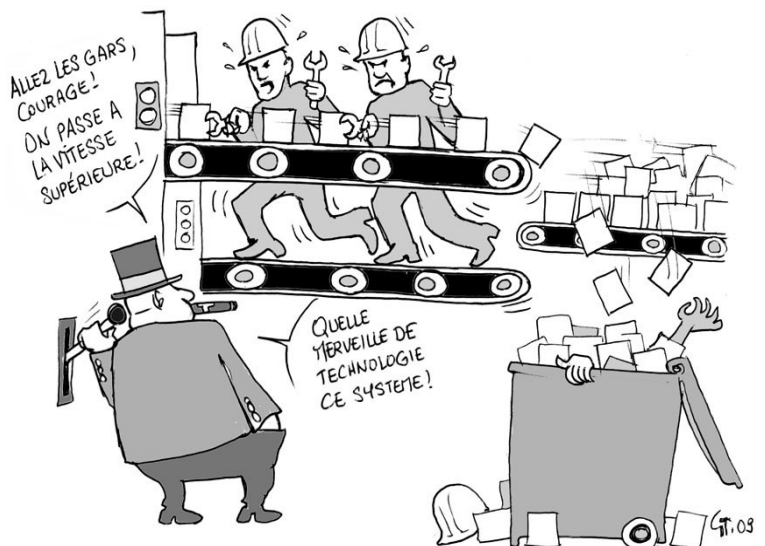
La crise n'est pas pour Marx un accident mais le résultat logique et inévitable du système capitaliste. Elle est le résultat d'une contradiction insoluble de ce système entre :

- Une production devenue sociale : dans ce système, on produit pour vendre et le profit ne devient réel qu'après l'acte de vente. La production a donc besoin du reste de la société, d'acheteurs et de consommateurs ;
- Un mode d'appropriation restant privé puisque basé sur la propriété privée des moyens de production : dans ce système, la propriété privée permet aux capitalistes de s'accaparer la plus-value produite (grâce au surtravail des salariés) et donc le pouvoir d'achat et de consommation.

Le capitalisme est ainsi un système confronté à **deux contraintes contradictoires** :

- Extorquer le maximum de plus value au cours de la production et donc diminuer au maximum le pouvoir d'achat de ses salariés : la loi implacable de la concurrence le pousse à une extorsion toujours plus grande de plus-value en forçant chaque capitaliste à diminuer ses coûts et en particulier ses coûts de main d'œuvre. La mondialisation capitaliste contemporaine n'est rien d'autre que la destruction de toutes les entraves à la concurrence mondiale ;
- Vendre ses marchandises pour réaliser cette plus value extorquée, c'est-à-dire la transformer en monnaie sonnante et trébuchante : la contrainte précédente limite le pouvoir d'achat des salariés et donc rend inévitable la difficulté à vendre les marchandises produites : c'est la crise.

Voici comment Marx résume à merveille cette contradiction congénitale du capitalisme : « La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite



que la capacité de consommation absolue de la société » (Karl Marx, *le Capital*, livre 3, chapitre 30)

La surproduction n'est donc pas une surproduction de produits mais de « marchandises », c'est une surproduction par rapport à ce qui est *vendable* sur le marché compte tenu du pouvoir d'achat existant. Ce n'est donc pas une surproduction par rapport aux besoins non satisfaits. C'est la limite du profit qui explique la surproduction et non les besoins des salariés qui seraient totalement satisfaits : « *Le terme de surproduction en soi induit en erreur. Tant que les besoins les plus pressants d'une grande partie de la société ne sont pas satisfaits ou tant que ne sont satisfaits que ses besoins les plus immédiats, on ne peut naturellement pas parler absolument d'une surproduction de produits (en entendant par là que la masse de ces produits serait excédentaires par rapport aux besoins de ces produits). A l'inverse il faut dire que, en ce sens, sur la base de la production capitaliste, il y a constamment sous-production. La limite de la production, c'est le profit capitaliste, nullement le besoin du producteur. Mais surproduction de produits et surproduction de marchandises sont deux choses totalement différentes* » (Karl Marx, *théories de la plus value*, tome 2)

C'est exactement ce que nous vivons aujourd'hui avec l'immobilier par exemple :

- **Une sous-production de produits logements :** avec des masses sans abris ou mal logées ;
- **Une surproduction de marchandises logements :** avec des logements qui n'arrivent pas à se vendre ou à se louer.

La crise est cyclique

Le second apport de Marx et Engels a été de démontrer le caractère cyclique des crises de surproduction, c'est-à-dire le fait qu'elles se renouvellent à intervalles plus ou moins réguliers. La période comprise entre le début d'une crise et celui d'une autre s'appelle un « cycle » d'où l'expression « crise cyclique de surproduction ». La crise est donc une phase d'un cycle qui en comporte quatre : la crise, la dépression, la reprise d'activité et l'essor. La crise est donc le point de départ d'un nouveau cycle.

« Je cherche n'importe quel type de travail » - Allemagne, années trente



« 100 dollars pour cette voiture, j'ai tout perdu en bourse et j'ai besoin d'argent » - 1929, USA



LE CAPITALISME ; C'EST LA CRISE, C'EST LA GUERRE

Les crises du capitalisme commencent dès le début du 19^e siècle :

- ▶ 1816 : crise commerciale après les défaites de Napoléon se traduisant par une invasion des marchés européens par les textiles et produits mécaniques. La crise commerciale se transforme rapidement en crise bancaire avec de nombreuses faillites de banques ;
- ▶ 1825 : crise boursière déclenchée à Londres issue des spéculations des banques en Amérique Latine. Le taux d'escompte augmente, le crédit est freiné, la récession gagne le secteur du Textile ;
- ▶ 1836-1839 : crise financière touchant la Grande-Bretagne et les USA suite aux spéculations touchant le Portugal et l'Espagne ;
- ▶ 1846-1851 : longue dépression provoquée par une crise agricole due : à la maladie de la pomme de terre en Irlande, aux mauvaises récoltes de coton aux USA, à la hausse du prix des céréales. Cette crise se double rapidement d'une crise financière du fait de la baisse du crédit. La crise s'étend à l'industrie faute de pouvoir d'achat des ménages ;
- ▶ 1857 : première crise de surproduction agricole du fait des bonnes récoltes européennes et de la reprise des ventes de blé russe après la fin de la guerre de Crimée. Le blé étasunien ne s'exporte plus. Les banques étasuniennes sont contraintes d'emprunter massivement aux banques anglaises pour payer les importations de produits manufacturés européens. Il en découle encore une fois des spéculations et une crise du crédit ;
- ▶ 1866 : la guerre de Sécession arrête les livraisons de coton. Les industries européennes se tournent vers l'Inde et l'Egypte. L'internationalisation du capital et l'extension des aires d'approvisionnement suscitent un besoin énorme de crédit débouchant sur une nouvelle crise financière.
- ▶ 1873-1895 : La longueur de la dépression donne pour nom à cette crise : « **La grande dépression** ». Il s'agit d'une crise de surproduction des industries textiles et sidérurgiques du fait de l'arrivée de nouveaux concurrents dans ces secteurs (Allemagne, USA). La crise devient vite financière ;
- ▶ 1913-1914 : Crise financière internationale aboutissant à l'effondrement de l'étalon-or du fait de l'émission excessive de monnaie.
- ▶ 1914-1918 : **LA GUERRE IMPERIALISTE**
- ▶ 1929-1933 : Crise boursière qui débouche sur le Front Populaire d'une part et sur la victoire du fascisme en Allemagne d'autre part ;
- ▶ 1939- 1945 : **LA GUERRE MONDIALE DE LIBERATION ANTIFASCISTE**

Depuis sa naissance, le capitalisme engendre des crises régulières. Le déclencheur peut être un événement climatique (mauvaise récolte), une spéculation, une panique boursière, l'arrivée de nouveaux concurrents, etc. Mais ces déclencheurs ne font que révéler la véritable cause des crises : la surproduction au regard des capacités de consommation des travailleurs. La guerre est l'issue inévitable du capitalisme pour ramener l'équilibre. En 1914 et en 1939 les guerres ont été mondiales. Les victoires du socialisme ont contraint le capitalisme à hésiter face à la guerre. La défaite momentanée du socialisme fait ressurgir le danger d'une nouvelle déflagration mondiale.

Mais qu'est ce qui permet de sortir d'une crise et d'enclencher un nouveau cycle ?

La crise est le moment où la contradiction entre l'accroissement des possibilités de production et la limitation de demande solvable, c'est-à-dire du pouvoir d'achat, se résout violemment par la destruction de la surproduction. Concrètement cela prend la forme d'une part de fermetures des entreprises les plus faibles, c'est-à-dire de la destruction de machines et d'outils, et d'autre part de la hausse du chômage, c'est-à-dire de la destruction de la première force productive : le travail humain. Le système capitaliste ne peut sortir de la crise que par la destruction des forces productives, dont l'illustration la plus précise est la guerre, c'est un système de gâchis permanent alors

même que les besoins primaires des travailleurs ne sont pas satisfaits. C'est au prix de la destruction qu'un nouveau cycle peut s'enclencher :

« *Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées, violentes des contradictions existantes, des éruptions violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé* » (Karl Marx, *Le Capital*, Livre 3, chapitre XV).

La dimension financière de la crise : le concept marxiste de capital fictif

Une autre dimension de l'analyse de Marx et Engels est particulièrement vérifiée dans le contexte actuel : celle portant sur le capital fictif minutieusement analysé dans le livre 3 du *Capital*. Ce que Marx appelle capital fictif consiste en divers titres tels que les actions émises par des entreprises en contrepartie de participations au financement de leur capital réel. Ces titres circulent sur un marché spécifique (le marché de la finance) distinct du marché des marchandises réelles. Leurs prix fluctuent sur ce marché en fonction de l'offre et de la demande de ces titres.

Marx souligne l'illusion produite par le capital fictif : « *L'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent* » (K. Marx, *Le Capital*, livre 3, chapitre 29).

Les transactions financières à la bourse finissent par rendre invisible le processus de production réel qui est la seule source de production de valeurs nouvelles : « *Ainsi, il ne reste absolument plus trace d'un rapport quelconque avec le procès [processus] réel de mise en valeur du capital, et l'idée d'un capital considéré comme un automate capable de créer de la valeur par lui même s'en trouve renforcée* » (K. Marx, *Le Capital*, livre 3, Chapitre 29)

Le seul fait qu'un bout de papier permette à son détenteur de recevoir une somme à date fixe donne l'illusion qu'il s'agit d'un capital réel alors qu'il n'est que fictif. Cela conduit à des aberrations que Marx mentionne : « *Même une accumulation de dettes arrive à passer pour une accumulation de capital* » (K. Marx, *Le Capital*, livre 3, chapitre 30)

Ainsi par exemple les titres d'une dette publique contractée pour acheter des biens détruits par la guerre continuent à circuler alors que ces biens n'existent plus. La ruine prend la forme de l'enrichissement. Comme le souligne l'Internationale Communiste : le capital fictif s'enfle dans la mesure même où le capital productif est détruit.

Voilà comment la crise d'après guerre est décrite dans les années 1920 par la III^e Internationale: « *La guerre impérialiste éclata à l'époque où la crise industrielle et commerciale, qui prit alors naissance en Amérique (1913), commençait à envahir l'Europe. Le développement normal du cycle industriel fut interrompu par la guerre qui devint elle-même le plus puissant facteur économique. La guerre créa pour les branches fondamentales de l'industrie un marché à peu près illimité, complètement à l'abri de toute concurrence. Le grand acheteur n'avait jamais assez de tout ce qu'on lui fournissait. La fabrication des moyens de production se transforma en fabrication des moyens de destruction. (...) C'était là le processus même de la destruction ; mais, en vertu des contradictions monstrueuses de la société capitaliste, cette ruine prit la forme de l'enrichissement. L'Etat lançait emprunt sur emprunt, émission sur émission, et, des budgets se chiffrant par millions, passèrent aux milliards. (...) En même temps le nombre des valeurs d'Etat, des bons de crédit et du Trésor et des fonds s'accrut sans cesse. Le capital fictif s'enfla dans la mesure même dans laquelle le capital productif était détruit. Le système du crédit, moyen de circulation des marchandises, se transforma en un moyen de mobiliser les biens nationaux, y compris ceux qui devront être créés par les générations futures.*

Par crainte d'une crise qui eut été catastrophique, l'Etat capitaliste agit après la guerre de la même façon que pendant celle-ci : nouvelles émissions, nouveaux emprunts, (...), garantie de profits (...). La guerre avait laissé d'immenses stocks de produits, d'énormes sommes d'argent, concentrés entre les mains des fournisseurs et des spéculateurs, qui les employèrent là où le profit momentanément était le plus grand. Il s'ensuivit une activité commerciale fiévreuse, alors que, avec l'élévation inouïe des prix et des dividendes fantastiques, dans aucune de ses branches fondamentales, l'industrie ne se rapprochait en Europe de son niveau d'avant-guerre.

Au prix de la destruction économique du système économique, accroissement de capital fictif, baisse du cours,

spéculation, au lieu de panser les plaies économiques, le gouvernement bourgeois, agissant de concert avec les consortiums des banques et avec les trusts de l'industrie, réussit à éloigner le début de la crise économique, au moment où s'achevait la crise politique de la démobilisation et le premier examen des conséquences de la guerre. (...)

Un optimisme extrême s'empara des esprits ; il sembla que les besoins de la reconstruction dussent ouvrir une époque de prospérité industrielle, commerciale et surtout de spéculation heureuse (...). Sous une forme financière, tout d'abord, sous une forme commerciale ensuite, et enfin sous une forme industrielle, la crise se produisit en mars 1920 au Japon, en avril aux Etats-Unis (...); elle passa en Angleterre, en France, en Italie, (...) se manifesta (...) en Allemagne et se répandit dans la seconde moitié de 1920 dans tout le monde capitaliste.

De la sorte, la crise (...) n'est pas une étape du cycle 'normal', industriel, mais une réaction plus profonde contre la prospérité fictive du temps de guerre et des deux années suivantes, prospérité basée sur la destruction et sur l'épuisement. (...) La courbe des forces productrices tombera de sa hauteur fictive actuelle. Des périodes de prospérité ne peuvent avoir dans ce cas qu'une courte durée et surtout un caractère de spéculation. Les crises seront longues et pénibles. La crise actuelle en Europe est une crise de sous-production. C'est la réaction de la misère contre les efforts pour produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente » (Troisième Congrès de l'IC, Thèse sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale Communiste, juin 1921).

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui avec l'effondrement de la bulle financière qui ne fait que révéler l'ampleur prise par le capital fictif depuis trois décennies. **La crise financière est toujours un rappel à l'ordre de la loi de la valeur⁶.**

Les actifs financiers ont « officiellement » une « valeur ». Si j'ai acheté 100 actions à 100 euros ma richesse est « officiellement » de 10 000 euros. Si le cours de mes actions double ma richesse se transforme par magie en 20 000 euros. Mais ces sommes ne sont que de la richesse virtuelle. Les gains et les pertes ne deviennent réels que le jour où je vends mes actions. Quand trop de titres sont mis en vente la loi de la valeur exerce son action : on ne peut pas distribuer plus de richesse réelle que celle qui a été produite. C'est la crise.

Une des techniques ayant permis un développement sans précédent du capital fictif est la *titrisation*. Dans la titrisation, le risque inhérent à certains titres est reporté vers d'autres titres sensés garantir les premiers. Ici aussi Marx est d'une grande actualité : « A mesure que se développe le capital productif d'intérêt et le système de crédit, tout capital semble se doubler, et par endroit tripler même, grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une même créance, apparaît dans des mains différentes, sous des formes différentes » (K. Marx, *Le Capital*, Livre 3, chapitre 29).

Bien sûr la garantie contre le risque est elle même fictive et finalement la crise ramène le fictif au réel : « Tant que les paiements se compensent, elle (la monnaie) fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue. Cette contradiction éclate dans le moment des crises industrielles ou commerciales auquel on a donné le nom de crise monétaire » (K. Marx, *Le Capital*, livre 1, chapitre 3).

Autrement dit la crise est le moment où le réel reprend le pas sur le fictif et elle est d'autant plus forte que l'écart a été conséquent : « En période de crise où se produit un resserrement ou une totale disparition du crédit, l'argent apparaît soudain absolument en face de la marchandise en tant que moyen de paiement unique et véritable mode

⁶ La loi de la valeur est une loi économique de la production marchande en vertu de laquelle l'échange des marchandises s'opère en fonction de la quantité de travail socialement nécessaire à leur production. Sous l'effet de cette loi, les prix des marchandises ont tendance à se rapprocher de leur valeur.

d'existence de la valeur. D'où la dépréciation générale des marchandises, la difficulté et même l'impossibilité de les transformer en argent » (K. Marx, *Le Capital*, livre 3, chapitre 32).

A l'époque de Marx, le capital fictif atteignait le triple, la crise actuelle montre que la multiplication peut être sans limite.

Les crises à l'époque de l'impérialisme

Lénine, Staline et la troisième Internationale ont analysé les crises de surproduction au stade nouveau du capitalisme qu'est l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme de monopoles.

Nous avons déjà abordé plus haut la théorie de la **crise générale du capitalisme** développée par Lénine et Staline. A l'origine de celle-ci se trouvent deux facteurs qui conduisent à un problème permanent de débouchés, facteurs qui évoluent différemment aujourd'hui :

- La fin du partage du monde entre les grandes puissances impérialistes,
- Le développement exponentiel des sciences et des techniques et en conséquence des capacités de production.

Après 1917, le détachement de l'URSS du marché capitaliste mondial conduit à l'aggravation de la première phase de la crise générale du capitalisme. La création d'un camp socialiste après 1945, et l'accession à l'indépendance de nouveaux pays pouvant s'appuyer sur ce camp socialiste pour construire les bases de leur développement économique, enclenche une seconde phase dans la crise générale.

La disparition de l'URSS et du camp socialiste a donc pour effet immédiat de rouvrir de nouveaux marchés pour l'impérialisme, ceux des anciens pays socialistes. En ce sens la disparition du camp socialiste offre un sursis momentané au capitalisme en amoindrissant pour un temps sa crise générale. Cependant ce sursis ne peut pas signifier une sortie de la crise générale. En effet, la révolution scientifique continue sa progression avec en conséquence une hausse de la productivité et des masses de marchandises toujours plus grandes à écouler.

L'approfondissement de la crise générale du capitalisme caractérise ce début de XXIème siècle malgré le retour au marché capitaliste mondial de la plupart des ex-pays socialistes. C'est donc bien à un système économique malade et non viable que nous avons à faire. Aussi n'est-il pas inutile de rappeler les conclusions de l'analyse léniniste de la crise générale du capitalisme :

- L'aggravation de la crise des débouchés et la sous-production chronique des entreprises qui en découle,
- Le chômage chronique et généralisé issu de cette crise des débouchés.

Auparavant, c'est-à-dire à l'époque du capitalisme pré-monopoliste, la sous-production n'avait lieu que pendant les crises économiques, de même que la hausse du chômage. La phase d'essor du cycle se caractérisait alors par un redémarrage de la production et une baisse du chômage. Avec la crise générale, la sous-production tend à se maintenir et le chômage reste à un niveau élevé même dans les phases d'essor.

La période des trente glorieuses (période allant de 1945 à 1973) ne doit pas faire illusion. Ces trois décennies ont été effectivement la plus longue phase d'expansion économique du capitalisme avec une croissance du produit global à l'échelle mondiale en moyenne de 5 %. Plusieurs facteurs expliquent cette parenthèse qui ne met pas fin à la crise générale mais ne fait que limiter ses effets :

- ▶ Une intervention massive des pouvoirs publics pour réduire la crise des débouchés en particulier par le biais des dépenses militaires soi-disant pour se protéger contre le danger soviétique,
- ▶ Le rapport de force à l'échelle mondiale contraignant les Etats impérialistes à concéder à leur classe ouvrière des concessions en terme d'acquis sociaux qui sont autant d'éléments de pouvoirs d'achat ayant un effet de diminution de la crise des débouchés ;

Malgré leur durée, les trente glorieuses ne sont qu'une parenthèse. Rien n'a été changé dans les mécanismes qui produisent la crise générale : une production en hausse permanente dans un monde entièrement partagé et donc

une crise des débouchés chroniques. Dès 1973 les effets « stabilisateurs » de l'intervention des Etats impérialistes ne sont plus suffisants pour masquer la crise chronique des débouchés ?

La concurrence pour les débouchés, que ce soit entre entreprises ou entre Etats impérialistes, ne cesse de se développer. Il en découle un cycle de restructurations permanentes dans chaque entreprise (organisation de la précarisation du travail, nouveaux modèles de management, flexibilité, sous-traitance, externalisation, etc.) intensifiant le travail et renforçant l'exploitation des travailleurs. Il en découle également de nouvelles guerres économiques et militaires pour la conquête des marchés extérieurs. L'impérialisme c'est bien la misère et la guerre.

Voici comment Staline présente la situation à un moment où existe encore l'URSS. On a l'impression qu'il parle de la situation actuelle alors même qu'une des sources d'aggravation de la crise générale n'existe plus (l'existence d'un camp socialiste) :

« Cette contradiction entre l'accroissement des possibilités de production et la stabilité relative des marchés fait actuellement du problème des marchés le problème fondamental du capitalisme. L'aggravation du problème des débouchés en général, l'aggravation surtout du problème des marchés extérieurs, l'aggravation du problème des marchés pour l'exportation des capitaux en particulier : tel est l'état actuel du capitalisme. C'est ce qui explique proprement que la sous-production des usines et des fabriques devient un phénomène habituel » (Joseph Staline, *Rapport politique au XVème congrès du Parti communiste de l'URSS*).

Soulignons la mention par Staline de l'aggravation du problème des marchés pour l'exportation des capitaux. C'est cette concurrence accrue pour l'exportation des capitaux qui conduit le capital financier à ne plus se contenter du profit moyen mais à rechercher le profit maximum c'est-à-dire à s'orienter vers la spéculation dans un contexte où la mondialisation capitaliste a supprimé les entraves essentielles à la circulation des capitaux.

La crise générale ne remplace pas les crises de surproduction. Celles-ci continuent de se dérouler régulièrement mais désormais dans le cadre de la crise générale. Voici comment E. Thaelmann expose cette interaction en ce qui concerne la crise de 1929-1933 : *« La crise actuelle revêt le caractère d'une crise cyclique dans le cadre d'une crise générale du système capitaliste à l'époque du capitalisme monopoliste. Ici, il nous faut comprendre l'interaction dialectique de la crise générale et de la crise périodique. D'une part, la crise périodique affecte des formes d'une violence sans précédent, car elle se déroule dans le cadre de la crise générale du capitalisme et elle est déterminée par les conditions du capitalisme monopoliste. D'autre part, les destructions occasionnées par la crise périodique approfondissent et accélèrent encore la crise générale du système capitaliste »* (E. Thaelmann, *Les tâches de la révolution populaire en Allemagne*, rapport de la session du Comité Central du PCA du 15 janvier 1931).

Cela a des effets essentiels sur le cycle économique :

- La durée du cycle diminue c'est-à-dire que l'intervalle entre deux crises de surproduction diminue,
- L'action destructrice est plus violente, c'est-à-dire que la quantité de forces productives détruites est plus importante,
- La durée de la phase de dépression est plus longue et la phase d'essor est moins stable et plus courte.

Le capitalisme à son stade impérialiste, et sans le contrepoids des pays socialistes, pousse à un niveau encore inégalé ce que Lénine appelait la « barbarie civilisée » :

« Partout, à chaque pas, on se heurte aux problèmes que l'humanité serait à même de résoudre immédiatement. Le capitalisme l'en empêche. Il a accumulé des masses de richesses, et il a fait des hommes des esclaves de cette richesse. Il a résolu les problèmes les plus difficiles en matière de techniques, et il a stoppé la réalisation de perfectionnements techniques en raison de la misère et de l'ignorance de millions d'habitants, en raison de l'avarice stupide d'une poignée de millionnaires » (Lénine, *La barbarie civilisée*, œuvres tome 19).

Quelle solution aux crises ?

Nous avons déjà souligné le caractère illusoire des solutions proposées en termes de régulation de la spéculation et des marchés financiers. Il n'est certes pas inutile d'arracher des impôts et taxations sur les flux financiers, mais ceux-ci restent incapables d'agir sur les causes. Il en est de même de la lutte pour la hausse du pouvoir d'achat. L'augmentation des salaires peut permettre à un moment donné d'amoindrir la crise, mais elle ne peut pas agir sur ses causes. Le décalage entre pouvoir d'achat et capacité de production est issu de la propriété privée des moyens de production, et seule une action transformant le mode de propriété peut mettre définitivement fin aux crises.

Prendre une des conséquences de la propriété privée (la sous-consommation des masses) et donc une condition des crises, et la présenter comme la cause des crises, c'est renoncer à agir sur les causes réelles. Une telle démarche est le propre du réformisme et du révisionnisme dans toutes ses variantes. Marx et Engels ont déjà répondu à cette « théorie de la sous-consommation » : « *La sous-consommation des masses est une condition nécessaire de toutes les formes de sociétés reposant sur l'exploitation, donc aussi de la société capitaliste ; mais seule la forme capitaliste de la production aboutit à des crises. La sous consommation est donc aussi une condition préalable des crises et elle y joue un rôle reconnu depuis longtemps ; mais elle ne nous explique pas plus les causes de l'existence actuelle des crises que celles de leur absence dans le passé* » (F. Engels, *M. Dühring bouleverse la science*, chapitre « socialisme III »).

Si nous avons, bien entendu, à mener l'offensive pour notre pouvoir d'achat, nous devons aussi être lucides sur le fait que nos victoires en la matière, bien que nécessaires, ne peuvent être que momentanées et ne suppriment en rien la cause réelle des crises. Pour supprimer définitivement les crises il faut agir sur les causes réelles, la propriété privée des moyens de production : **IL FAUT EXPROPRIER LES EXPROPRIATEURS !**

« *Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation des moyens de production arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans l'enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés* » (K. Marx, *Le Capital*, livre 1, Chapitre 32).

QUI VA PAYER LA CRISE ?

Si son origine n'est pas financière, la crise possède néanmoins un volet financier qui a inévitablement des répercussions sur l'économie réelle : stagnation de la production, régression des revenus des masses populaires, et aggravation sans précédent de la misère ouverte dans les pays du Sud. Or, à travers ses réponses, la classe dominante ne vise qu'à faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples. Aussi, pour les travailleurs avec ou sans emploi, avec ou sans papier, seule la lutte constitue une réponse, la réponse nécessaire des dominés pour faire payer la crise aux dominants.



Faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples ?

La crise a déjà ruiné des millions de ménages aux USA. Dans les pays où les retraites sont gérées par des fonds de pension, leurs montants vont chuter dramatiquement car ils dépendent de la bourse. De manière plus générale, les entreprises vont tenter de compenser leurs pertes financières par un blocage accru des salaires et par des restructurations visant à l'économie de main d'œuvre. De surcroît, les salariés vont aussi payer une seconde fois la crise par les fermetures d'entreprises que suscite toujours la crise. Enfin, ils auront à payer une troisième fois car ils seront les victimes de la baisse des budgets sociaux destinée à compenser la charge du « plan de sauvetage ».

Les Etats impérialistes sont au service de leur classe dominante : la bourgeoisie du capital financier. Les solutions proposées par ces Etats visent à préserver le système actuel. Ils peuvent certes réussir pour un temps à deux conditions :

- si l'injection de nouveaux moyens financiers est suffisante ;
- si les travailleurs et les peuples ne parviennent pas à développer et à radicaliser leurs luttes.

Cependant, même dans ce cas de figure le système capitaliste mondial ne fait que **reculer pour mieux sauter**, car le pouvoir des monopoles n'est pas remis en cause alors qu'il est la véritable cause de la crise. Le succès des « réformes » ne peut avoir qu'un résultat : préparer une débâcle financière de plus grande ampleur. Concrètement, ces solutions reviennent à nationaliser à crédit les pertes alors que dans la période où les profits étaient assurés, on les a privatisés. Les différents plans de sauvetage proposés reviennent en définitive aux seules actions suivantes :

- Transférer de grandes quantités d'argent public entre les mains du capital financier en faisant payer le contribuable ;
- Accélérer la centralisation et la concentration du capital en suscitant de nouvelles fusions et absorptions, comme Fiat et Chrysler par exemple ;
- Accroître les dettes publiques qu'il faudra tôt ou tard payer.

Pour financer la hausse du déficit public, l'Etat emprunte sur le marche financier international : le même qui est à l'origine du scandale actuel. La société française de financement de l'économie (SFFE), l'un des deux piliers du plan de soutien de l'Etat français au système bancaire, est détenue à 66 % par six grandes banques : BNP Paribas, Crédit agricole, les Caisses d'Epargne, Société générale, la Banque populaire, le Crédit mutuel, et HSBC France. La SFFE va solliciter les marchés pour un montant maximum de 320 milliards d'euros avec... garantie de l'Etat bien sûr.

Illustration 1 : Plus de deux douzaines de compagnies aériennes ont sombré en 2008 (sources : Aviation and Aerospace News du 30 octobre 2008)

Illustration 2 : La vente de voitures et camionnettes a chuté de 27 % en septembre 2008 par rapport à l'année précédente (sources : Washington post du 3 octobre 2008).

Illustration 3 : 1,5 millions d'emplois ont été perdus aux USA entre novembre 2008 et Janvier 2009 (sources: US Bureau of Labor Statistics, numéro de Février 2009)

De telles mesures font payer la crise aux travailleurs tout en plongeant l'économie réelle dans une nouvelle crise :

- La hausse de la concentration et de la centralisation du capital conduit aux fermetures des entreprises les moins rentables et aux restructurations des entreprises les plus rentables,

► Il en découle une augmentation du chômage avec comme effet immédiat une baisse du pouvoir d'achat global des masses populaires, c'est-à-dire une offre excédentaire de marchandises et donc une nouvelle crise de surproduction.

Chaque tentative de sauver le système sans toucher aux monopoles fonctionne comme les opérations visant à combler les trous d'une digue qui cède, en ayant comme seul résultat la production d'autres trous toujours plus nombreux.

Dans les pays du Sud, la stratégie des monopoles mondiaux vise à reporter le poids de la crise sur les peuples. Les mécanismes sont connus :

- dévalorisation des réserves de change,
- contrôle monétaire assuré par les pays impérialistes,
- déprotection douanière des productions nationales,
- baisse du prix des matières premières,
- hausse du prix des produits importés
- privatisation bradée des entreprises stratégiques, des services publics et de la terre
- interdiction pour les pays émergents d'accéder aux matières premières et aux sources d'énergie (Chine, l'Inde, etc.).

La situation n'est pas nouvelle et a déjà mis de nombreux pays et peuples du Sud dans une situation dramatique. L'une des dimensions les plus tragiques de la crise actuelle, volontairement passée sous silence par les médias au service du capital, se révèle être la **crise alimentaire**. En 2007-2008 plus de la moitié de la population de la planète a été confrontée à la sous-alimentation. Des émeutes de la faim se sont déroulées dans une quinzaine de pays en 2008. La cause en est toujours la même : des décisions de quelques monopoles de l'agro-business, producteurs d'agro-combustibles et bénéficiant de l'appui des USA et de l'UE, a conduit à la hausse des prix à l'exportation et par voie de conséquence à celle des prix sur les marchés locaux.

Depuis plus de trois décennies, les plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale, de même que les accords bilatéraux avec l'Union européenne, imposent des politiques de libéralisation aux pays du Sud. Concrètement, cela signifie le renoncement aux protections douanières qui permettaient de mettre les producteurs locaux à l'abri de la concurrence des monopoles des grands Etats impérialistes. Les produits de ces monopoles ont envahi les marchés locaux, ce qui a provoqué la faillite des agriculteurs et éleveurs locaux comme au Mali ou au Sénégal par exemple.

Quelle réponse dans l'intérêt des travailleurs et des peuples ?

La seule réponse qui aille dans le sens de l'intérêt des travailleurs et des peuples est une limitation du pouvoir des monopoles financiers en attendant de pouvoir les remettre en cause. Dans l'immédiat cela passe par leur nationalisation, étape nécessaire, dans la longue transition historique du capitalisme au socialisme. Pour cela, il est plus que jamais nécessaire que les luttes sociales encore éparpillées et défensives se rassemblent, se coordonnent et deviennent offensives.

Dans les pays du Sud, l'heure est plus que jamais au retour à « l'esprit de Bandung », c'est-à-dire au choix de politiques économiques nationales, démocratiques et autocentrées basées sur un capitalisme d'Etat. L'Amérique Latine et en particulier Cuba, le Venezuela et la Bolivie mais également la Chine et la Russie en montrent, à des degrés divers et de diverses manières, le chemin. C'est la raison pour laquelle les campagnes de calomnies ne cessent pas et même se renforcent. Ces pays mettent en avant des exigences pertinentes pour l'ensemble des pays

du Sud :

- souveraineté nationale monétaire et financière ;
- maîtrise nationale des ressources naturelles (nationalisation du pétrole au Venezuela, du gaz en Bolivie et en Russie) ;
- refus de la privatisation de la terre et réforme agraire ;
- refus du diktat militaire et politique nationale de défense ;
- choix d'un monde multipolaire par l'investissement dans une intégration régionale comme l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) par exemple ;
- remise en cause de la suprématie du dollar comme pivot du système monétaire mondial ;
- rupture avec le système usurier de la dette et de l'échange inégal, etc.

Une des dizaines de milliers de maisons vendues suite à des expropriations de ménages insolvable – 2009, USA



Soupe populaire - 1929 USA



**Pour recevoir ou vous abonner à notre journal *Chantiers*,
Pour lire toutes les brochures du Cercle Henri Barbusse,
Pour vous inscrire à notre école de formation marxiste-léniniste,
Pour avoir accès à nos déclarations, vidéos, dessins et montages politiques,
Pour en savoir plus sur le Rassemblement des Cercles Communistes,
Consultez notre site internet rassemblementcommuniste.org
... et prenez contact avec nous !**



CONCLUSION : LA REVOLUTION SOCIALISTE EST LA SOLUTION NECESSAIRE

L'humanité découvre à nouveau les horreurs inévitables du système d'exploitation de l'homme par l'homme qu'est le capitalisme. La crise est un facteur révélateur de la nature intrinsèque du mode de production capitaliste à son stade suprême, l'impérialisme. Depuis 1945 la crise générale de l'impérialisme a traversé une période de relative stabilisation du capitalisme au centre du système jusqu'à la fin des années 60, puis une longue période de successions de crises à la périphérie, période marquée par la victoire idéologique du libéralisme devenu hégémonique avec la défaite du socialisme réel. La crise actuelle frappe au cœur les épicentres du capitalisme mondial : les USA, le Japon et l'UE.

Un des éléments qui explique ce phénomène - USA, UE et Japon touchés de plein fouet par la crise - est l'avènement sur la scène économique mondiale d'ex-pays colonisés comme la Chine, l'Inde, le Brésil d'une part et de la Russie bourgeoise d'autre part. Cet élément récent affaiblit la domination sans partage sur l'économie mondiale des USA hégémoniques affublés de l'UE et du Japon, et tend à substituer au monde unipolaire né de la défaite de l'URSS un monde multipolaire.

Les laudateurs bourgeois et petits bourgeois du libéralisme, du néo-libéralisme, de l'ultralibéralisme, qu'ils soient de droite ou de 'gauche', tels des rats fuyant le navire en perdition, se précipitent pour encenser les vertus de la nationalisation, hier encore tant décriée et vouée aux gémonies. Les gouvernements mobilisent l'épargne nationale, l'argent du contribuable. Ils ouvrent de nouveaux crédits garantis par les Etats, en empruntant auprès des banques afin que celles-ci prêtent des liquidités aux entreprises qui produisent des marchandises et des services.

Le rôle économique de l'Etat taxé de « ringard », « d'archaïque », de « dépassé », est à nouveau loué, plébiscité par les partis de droite et de 'gauche' du capital. Hier libéraux, aujourd'hui « étatistes », ils se débattent dans le marigot des nuances d'un même et unique programme sans jamais se départir de leur vocation de serviteurs zélés du capital et de ses profits.

Jusqu'à maintenant, les puissances impérialistes ont toujours été l'unique source des crises, tout en étant en capacité d'utiliser leur domination sur les peuples afin d'en confiner à la périphérie, pour l'essentiel, les effets de ces crises. L'exemple le plus récent en est la crise alimentaire qui s'est soldée par des famines dans plusieurs pays du Tiers monde, notamment en Afrique, et auxquelles répondent les émeutes de la faim.

Mais, sous le capitalisme en recherche du profit maximum, la paupérisation grandissante des masses laborieuses ne peut connaître, sur cette terre, de frontières infranchissables. Comme nous l'avons démontré plus haut, la crise de surproduction trouve son origine dans la contradiction entre la production sociale mondialisée et l'appropriation privée de la richesse produite. Sous l'effet des monopoles financiers, la part des profits s'accroît au détriment de celle du travail et produit une sous-consommation récurrente qui engendre une crise de surproduction, origine unique de la crise actuelle dite financière.

A grande échelle, la « société de consommation », qui tend à aliéner le monde du travail en se dotant de la soupape d'une « classe moyenne » élargie à l'aristocratie et à la bureaucratie ouvrière, découvre à son tour la dure réalité de la société capitaliste de l'exploitation de l'Homme par l'Homme. L'avenir devient sombre pour des millions de travailleurs au centre même du système capitaliste.

Comment faire pour arrêter la machine infernale? Comment faire pour stopper la broyeuse sociale de l'offensive libérale et de la crise du capitalisme? Comment faire pour renouer avec les puissants mouvements sociaux, les puissantes grèves ouvrières qui ont permis les conquêtes sociales de 1936, celles du programme du CNR (Conseil

National de la Résistance) à la Libération et celles de mai-juin 1968 ?

Ainsi, c'est la vie elle-même qui fait grandir à nouveau, à travers la réalité sociale dramatique et les contradictions du système, ce qui a amené nos anciens, les générations précédentes de travailleurs à saisir les occasions que furent LA COMMUNE de 1871, puis la REVOLUTION D'OCTOBRE de 1917 pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir de la classe des exploités : le prolétariat allié à la paysannerie pauvre.

L'histoire de l'Humanité est l'histoire de la lutte des classes. Minée par la crise de surproduction de 1929 et effrayée par les succès du socialisme, la bourgeoisie mondiale a financé et armé la dictature terroriste du grand capital, le nazisme, pour tenter d'écraser la patrie des ouvriers et des paysans. Dans un effort grandiose et en dépit d'énormes pertes, l'URSS prit la tête de l'alliance antifasciste pour vaincre l'agression fasciste contre les peuples. La preuve était donnée qu'un monde sans capitaliste était possible, qu'une société pouvait fonctionner sans la dictature de classe de la bourgeoisie.

Grâce à ce nouveau rapport de force de portée internationale, la classe ouvrière des pays impérialistes obtint par ses luttes des acquis sociaux et démocratiques importants. Les peuples opprimés secouèrent le joug colonial, mettant fin aux empires coloniaux érigés au XIXème siècle par la seconde mondialisation capitaliste, succédant à la première, marquée par la colonisation du continent américain, le génocide des Amérindiens, la traite négrière et l'esclavage des Noirs. En 1949, le Parti communiste Chinois dirigeant « l'alliance des quatre classes, les ouvriers, les paysans, l'intelligentsia et la bourgeoisie patriotique » renversa la tyrannie bourgeoise compradore et engagea le pays dans la révolution nationale, démocratique et anti-impérialiste, en rejoignant le camp socialiste né de la victoire libératrice de l'URSS contre le fascisme mondial. En 1959, sous la direction de Fidel Castro et d'Ernesto Che Guevara, Cuba fit sa révolution anti-impérialiste et les ouvriers et les paysans se débarrassèrent du règne despotique d'une bourgeoisie vassale des USA. Après le congrès de refondation du Parti Communiste Cubain, Cuba rejoignit le camp socialiste. Toutes les révolutions démocratiques à orientation socialiste et dirigées par des partis communistes (Chine, Cuba, Vietnam, Corée du Nord) sont issues d'une unique matrice: la Révolution bolchevique et l'édification du socialisme en URSS.

Même si l'URSS, rongée progressivement par le révisionnisme antibolchevique, a subi une défaite, ces révolutions démocratiques, anti-impérialistes à orientation socialiste ont résisté et inspirent en ce début du XXIème siècle de nouveaux processus révolutionnaires, progressistes, démocratiques, antilibéraux et anti-impérialistes comme au Venezuela, en Equateur, en Bolivie, au Nicaragua, etc.

Au moment où l'humanité redécouvre à grande échelle la nature prédatrice, vorace, parasitaire, guerrière, usurière, immorale, barbare et décadente du mode de production capitaliste en crise, il devient nécessaire d'apprendre de ces expériences pour préparer les révolutions socialistes et anti-impérialistes du XXIème siècle.

Et c'est là que se pose avec acuité la question du facteur **subjectif** dans la lutte objective entre les classes : **le besoin et la nécessité du parti communiste révolutionnaire**. La crise accélère la prise de conscience que le capitalisme est un système totalitaire inhumain et monstrueux, mais **c'est l'activité du parti qui rend crédible l'alternative socialiste, première phase du communisme**.

Voilà pourquoi, armés d'une compréhension scientifique de la crise actuelle, les communistes révolutionnaires marxistes-léninistes doivent œuvrer à se rassembler, dans et hors du PCF devenu social-démocrate, pour reconstruire le Parti, section française de l'Internationale Communiste, né à Tours en 1920, auquel, en France, le peuple doit toutes les conquêtes sociales et démocratiques des générations précédentes de travailleurs.

**le capitalisme
ne sera jamais
humain et moral!**

**IL
FAUT**

~~**LE REFORMER
L'HUMANISER
LE REFONDRE
LE DEPASSER**~~



LE RENVERSER!

Brochure publiée par le **Rassemblement des Cercles Communistes**
Pour la reconstruction d'un Parti communiste révolutionnaire
*Cercle Henri Barbusse, Coordination Communiste Nord Pas-de-Calais,
Cercle Communiste de Région Parisienne, Cercle Communiste d'Alsace*